

Communiqué de presse

Le 7 septembre dernier, à la Direction Générale des Finances Publiques, un agent sur deux, était en grève. Et pour cause, au delà de la défense des retraites, les collègues des Impôts et du Trésor sont exténués par des réformes incessantes menées au pas de charge, ils travaillent dans des conditions toujours plus difficiles et sont déçus par une fusion administrative qui ne leur apporte rien, ou si peu en comparaison des efforts exigés. 50% de fonctionnaires d’État en grève, c’est énorme !

La fusion Impôt-Trésor voulait placer l’usager au cœur de la réforme, notamment en instaurant le guichet unique. C’est chose faite, mais à quel prix ? : les box d’accueil sont souvent vides faute de personnel, la formation fait défaut aux collègues, le Service Impôt des Particulier (SIP) de Compiègne a ouvert ses portes le 1^{er} juillet alors que la hall d’accueil n’est pas terminé aujourd’hui (peu importe, en attendant, les usagers étaient accueillis à la cantine ou même dehors pour les personnes à mobilité réduite), le 5^{ème} SIP de l’Oise devrait ouvrir en décembre à Senlis, la réforme de la Taxe Professionnelle a été mal accompagnée dans les services, et l’usager a toujours des interlocuteurs multiples (SIP, Centre des Finances Publiques, amendes, Centre Prélèvement Service (CPS), Pôle de recouvrement spécialisé (PRS), conciliateur fiscal, Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP)... bon courage !

L’arrêt des suppressions d’emplois se situe au premier rang des revendications des syndicats des personnels de la DDFiP de l’Oise, nouvelle direction qui regroupe depuis le 26 avril 2010 l’ex-Trésorerie Générale et l’ex-Direction des Services Fiscaux.

Le ministre François Barouin avait reconnu lors de sa prise de fonctions que le seuil critique avait été atteint à la DGFIP en matière de baisses d’effectifs pour garantir le bon exercice des missions de service public. Mais une crise et un plan de rigueur plus tard, les suppressions d’emplois sont décidées envers et contre tout. Pour continuer à fonctionner, les agents de la Direction Départementale sont sollicités pour trouver des réengineering de processus et simplifier le travail... a posteriori. D’abord, les collègues ne sont pas remplacés, et ensuite il faudra trouver comment il va être possible de travailler !

Dans l’Oise, 26 fonctionnaires de la DDFiP ne seront pas remplacés en 2011, qui viennent s’ajouter au 22 supprimés en 2010. Depuis 10 ans, plus de 200 postes ont ainsi disparu !!! Les conséquences sont lourdes : fermetures de trésoreries, files d’attente aux guichets, santé des personnels, travail en retard qui s’accumule, agressions.

Ce vendredi 14 janvier à 10h, une instance paritaire devait se réunir pour ventiler les 26 nouvelles suppressions d’emplois dans le département. Toutes les organisations syndicales ont boycotté ce comité technique paritaire pour manifester leur vive opposition à une politique dogmatique de réduction budgétaire, pour revendiquer des moyens à la hauteur des objectifs, pour le maintien d’un service public de qualité, accessible à tous.

En lieu et place, les syndicats de l’Oise ont animé une Heure Mensuelle d’Information à destination des personnels dès 9h30. Une pétition exigeant l’arrêt de suppressions d’emplois a circulé cette semaine dans les services : très largement signée, elle sera remise à Jean PARAF, Directeur Départemental.

Beauvais, le 13 janvier 2011